



FLASH DE CONJONCTURE

AOÛT 2020 - N°06/2020

SYNTHESE

L'activité économique nationale évolue dans un contexte international et intérieur caractérisé par des incertitudes sur l'offre et la demande mondiales des biens et services dues principalement à la mise en œuvre des mesures de lutte contre la crise sanitaire. Toutefois, elle tire profit de l'exécution des grands projets d'infrastructures.

Au niveau sectoriel, à fin août 2020 et comparativement à la période correspondante de 2019, le secteur primaire enregistre une évolution mitigée des principales spéculations. En effet, les productions de banane dessert et de noix de cajou sont en hausse, tandis que celles de l'ananas, du cacao et du café se contractent. Les activités dans les secteurs secondaire et tertiaire continuent d'être affectées par les effets des mesures de lutte contre la Covid-19. Toutefois, les télécommunications connaissent une embellie.

En moyenne sur la période sous revue, les prix à la consommation renchérissent de 2,5%, en raison de l'accroissement à la fois des prix de la composante comestible (+4,6%) et de celle non comestible (+1,5%).

Le marché de l'emploi formel privé est caractérisé par l'accroissement des nouvelles immatriculations et des réembauches de 34,5% sur les huit premiers mois de l'année, combinée à un fort repli des cessations d'activités au mois d'août 2020 (2 363 après 10 446 le mois précédent). A fin août 2020, le nombre de salariés dans le marché de l'emploi formel est ressorti en augmentation de 4,4% comparé à celui du début de l'année 2020, tiré à la fois par les secteurs publics (+5,1%) et privé (+4,3%).

La situation des finances publiques est caractérisée par un retrait des recettes totales et dons de 3,8%, et un accroissement des dépenses totales et prêts nets de 12,6%, par rapport à leur niveau à fin août 2019. Il en est ressorti un solde budgétaire déficitaire de 1 222,3 milliards de FCFA financé grâce au recours au marché monétaire et financier.

Concernant le commerce extérieur hors biens exceptionnels, les exportations et les importations en valeur se sont contractées respectivement de 5,6% et 2,8%. Il découle de ces évolutions un excédent commercial de 569,5 milliards de FCFA contre 727,4 milliards de FCFA un an plus tôt. Les termes de l'échange s'améliorent de 6,5%, grâce au repli des prix à l'importation.

La masse monétaire connaît une expansion de 18,2%, en lien avec les améliorations des actifs extérieurs nets (+57,7%), des créances sur l'économie de 7,5% et des créances nettes sur l'Administration centrale de 15,6%.

La place boursière de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) est marquée par une hausse des principaux indices au mois d'août 2020, en glissement annuel.

CONTEXTE ECONOMIQUE

Au niveau mondial, au mois d'août 2020, l'environnement est marqué par de nouvelles vagues de contamination au

coronavirus 2019 dans plusieurs pays, après des périodes d'accalmie. Toutefois, grâce à l'assouplissement des mesures de

lutte contre la propagation de la pandémie amorcée à la fin du deuxième trimestre 2020 et à l'exécution de plans de soutien à l'activité économique, la reprise économique amorcée dans la seconde moitié du deuxième trimestre 2020 s'est confirmée au troisième trimestre, après la forte baisse du premier trimestre.

Dans ce contexte, le Fonds Monétaire International (FMI), dans sa parution sur les perspectives de l'économie mondiale, parue au mois d'octobre 2020, projette une contraction du PIB mondial de 4,4%, moins prononcée que la baisse de 5,2% prévue en juillet 2020. Les PIB de la zone euro, des Etats-Unis et du Royaume-Uni devraient chuter respectivement de 8,3%, 4,3% et 9,8% en 2020. En revanche, la production de la Chine devrait croître de 1,9%. Le PIB de l'Afrique Subsaharienne se contracterait, quant à lui, de 3,0%.

Dans la zone UEMOA, la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) table sur une croissance de 1,3% en 2020. La résilience du secteur primaire, notamment la production agricole, expliquerait la croissance économique de l'espace communautaire.

Sur le **marché des matières premières**, en variation moyenne mensuelle, le cours du cacao augmente de 11,7% au mois d'août 2020, en raison des inquiétudes sur l'offre liées aux conditions météorologiques défavorables en Afrique de l'ouest et à la baisse des stocks notamment en Europe et aux Etats-Unis. Quant au cours moyen du pétrole brut (+3,7%), il poursuit sa tendance haussière amorcée au mois de mai 2020 profitant de la chute continue des stocks américains. De même, les cours du coton (+2,0%), du caoutchouc (+8,0%) et de l'huile de palme (+10,4%) maintiennent

leur tendance haussière observée depuis le deuxième trimestre 2020.

Concernant le cours de l'or (+6,8%), il continue sa progression entamée depuis le début de l'année. Le métal jaune tire avantage de la faiblesse du dollar et de son statut de valeur refuge, dans un contexte de crise économique mondiale.

En moyenne sur les huit premiers mois de l'année, les cours du cacao (+2,9%), du café (+7,9%) et de l'or (+27,3%) progressent en glissement annuel. Par contre, ceux du coton (-12,5%), du caoutchouc (-12,0%) et du pétrole brut (-36,9%) régressent.

Sur le **marché des changes**, comparé au mois précédent, la monnaie européenne poursuit son appréciation par rapport au dollar US. Elle augmente de 3,2% par rapport à la monnaie américaine, au cours du mois d'août 2020, tirant avantage de l'affaiblissement de l'économie américaine qui est fortement impactée par la Covid-19.

Au plan national, après la forte perturbation intervenue au premier semestre 2020 du fait de la pandémie à coronavirus 2019, l'environnement économique est marqué par la normalisation progressive. Cette évolution est en lien avec l'assouplissement des mesures de lutte contre la propagation de la Covid-19 consécutif à la maîtrise de la pandémie.

En effet, la mise en œuvre du plan de riposte sanitaire a permis de ralentir la propagation de la Covid-19 et d'assurer une bonne prise en charge des personnes infectées. Ainsi, à fin août 2020, sur 18 067 personnes déclarées positives, 16 699 personnes ont été guéries, soit un taux de guérison de 92,4% contre 71,2% à fin juillet 2020. De même, le nombre de nouvelles

contaminations est ressorti à 1 970 au mois d'août contre 6 877 nouvelles infections au mois de juillet 2020.

En outre, le Gouvernement reste engagé dans la mise en œuvre du Plan de Soutien Economique, Social et Humanitaire (PSESH) adopté le 15 avril 2020 (Ordonnance portant création, attribution, organisation et fonctionnement du Fonds Spécial de solidarité et de soutien d'urgence humanitaire dénommé Fonds Spécial Covid-19). Ce plan vise à soutenir les populations et les entreprises les plus affectées par la crise économique, et à favoriser une reprise rapide, post Covid-19, de l'activité économique.

Ainsi, dans le cadre de ce plan, les trois fonds d'appui à l'activité économique mis en place ont contribué à soutenir les grandes entreprises, les PME/PMI et le secteur informel respectivement à hauteur de 10,942 milliards, 1,711 milliards et 3,786 milliards, à fin août 2020. Aussi, des soutiens financiers ont été apportés à 12 557 travailleurs mis au chômage et 123 299 ménages parmi les plus fragilisés. Par ailleurs, 273 enfants défavorisés ont été pris en charge et les factures d'électricité de 123 299 ménages abonnés au tarif social ont été payées par le Gouvernement.

*Réalisations sectorielles à fin août 2020 comparées à celles à fin août 2019, sauf indication contraire.
Valeurs en FCFA*

Secteur réel

Au terme des huit premiers mois de l'année 2020, l'activité économique reste atone, sous l'effet de la Covid-19.

Secteur primaire

Le secteur primaire enregistre une évolution contrastée de l'agriculture d'exportation. Les productions de noix de cajou, de banane dessert, de coton graine et de sucre affichent des hausses tandis que celle de l'ananas se contracte.

En ce qui concerne les productions de **cacao** et de **café**, elles ressortent en baisse au premier semestre 2020. Au mois d'août 2020, les filières cacaoyères ivoirienne et ghanéenne ont enregistré une avancée notable dans la formalisation de leur rapprochement à travers l'adoption d'une communication relative à la création de l'organisation régionale dénommée « l'Initiative Cacao Côte d'Ivoire-Ghana ».

Cette organisation vise principalement à coordonner les institutions et les politiques cacaoyères des deux pays en vue de promouvoir, favoriser et défendre leurs intérêts sur le marché international. Il s'agira notamment de maîtriser l'offre mondiale de cacao et d'influencer positivement le niveau des cours internationaux.

En dépit de la chute des cours internationaux de la **noix de cajou**, la commercialisation se consolide grâce à la subvention de 200 FCFA/kg du prix aux producteurs accordée par le Gouvernement et à la baisse du Droit Unique de Sortie (DUS) qui est passé de 7% à 5% du prix CAF.

La filière **ananas**, principalement orientée vers le marché européen et constituée de petits producteurs ne maîtrisant pas la commercialisation, a énormément pâti de la

perturbation des circuits de commercialisation au niveau international.

En ce qui concerne le **coton graine**, la campagne 2019-2020 s'est achevée au mois de mai avec une production en progression de 4,5% pour se situer à 490 423 tonnes contre 468 983 la campagne précédente. Par ailleurs, le revenu perçu par les producteurs pour la dernière campagne est ressorti en hausse de 20,5% pour se situer à 147 milliards.

Pour la campagne 2020-2021 qui démarrera au mois de décembre prochain, le prix d'achat du coton de premier choix a été fixé à 300 Fcfa/kg et celui du coton deuxième choix à 275 Fcfa/kg.

Tableau 1: Principales productions de l'agriculture d'exportation

(En tonnes)	8 mois 2019	8 mois 2020	Variation (%)
Cacao*	988 514,2	865 431,4	-12,5
Café*	92 839,8	82 694,4	-10,9
Noix de cajou	628 593,0	735 206,0	17,0
Ananas	30 267,5	26 593,2	-12,1
Banane dessert	299 407,1	319 136,9	6,6
Coton graine	360 073,5	368 026,1	2,2
Sucre	113 693,9	115 335,0	1,4

Sources : DGE, OPA, MINADER

*Données à fin juin

Secteur secondaire

L'Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI) enregistre un recul de 2,7% à fin juillet 2020. Cette évolution provient de l'effet conjugué du repli des « industries extractives » (-4,8%) et des « industries manufacturières » (-2,5%) ainsi que de la hausse des « industries environnementales » (+2,9%) et des « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » (+4,0%).

A fin août 2020, les « **industries extractives** » devraient subir le repli de la division « extraction d'hydrocarbures », en

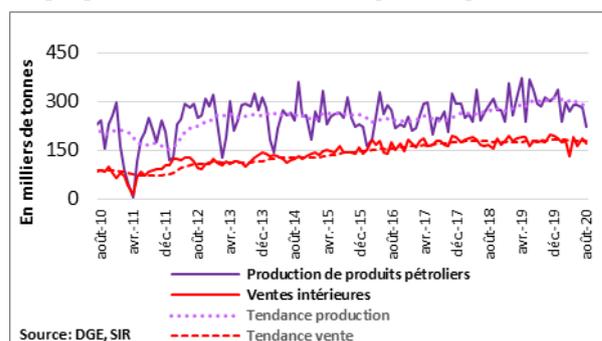
lien notamment avec la contraction de la production de pétrole brut (-23,5%), malgré la hausse de la production de gaz naturel (+2,7%).

La division « extraction de minerais métalliques » devrait, pour sa part, enregistrer une progression en relation avec la hausse de la production d'or (+19,7%), de manganèse (+17,7%) et de nickel (+243,1%) ainsi qu'au démarrage de l'extraction de bauxite dont la production se situe à 221 179,5 tonnes. Par contre, au niveau de la division « autres activités extractives », la production de diamant fléchit de 0,3%.

Concernant les **industries manufacturières**, la contraction des exportations en volume de produits transformés (-5,2%) à fin août 2020 indiquerait un retrait des activités manufacturières.

Ainsi, la production de produits pétroliers connaît une baisse de 12,1% en raison du repli de la consommation nationale (-5,2%) et des exportations (-16,7%).

Graphique 1 : Production et vente de produits pétroliers



La **production d'électricité** a enregistré à fin juillet 2020 un accroissement de 5,4% favorisé par une bonne dynamique de la consommation nationale (+7,1%) et des exportations (+12,9%). La hausse de la consommation nationale provient essentiellement d'une augmentation de la demande au niveau des mines d'or.

A fin juillet 2020, l'**indicateur avancé du BTP** accroit de 3,0% en décélération par rapport à la progression de 4,0% enregistrée à fin juin 2020.

Secteur tertiaire

L'activité dans le secteur tertiaire poursuit sa tendance baissière amorcée depuis le début de la crise sanitaire, hormis les télécommunications qui tirent profit de l'accroissement du volume de communication et du chiffre d'affaires.

L'Indice du chiffre d'affaires (ICA) du **commerce de détail** se contracte de 2,0% au mois d'août 2020, en glissement annuel.

Ainsi, au terme des huit premiers mois de l'année 2020, la baisse de l'ICA est ramenée à 4,8%, sous l'effet, notamment, de la baisse des chiffres d'affaires des branches « produits de l'alimentation » (-9,6%) et « produits pétroliers » (-4,7%).

Au niveau des transports, le nombre de passagers commerciaux dans le **transport aérien** accuse un recul de 67,2% en glissement annuel au mois d'août 2020, portant à 62,8% la contraction sur les huit premiers mois de l'année. De même, le trafic de marchandises dans le transport ferroviaire enregistre un fléchissement de 12,6% sur la période sous revue après un retrait de 12,9% à fin juillet 2020.

Le trafic global de marchandises dans le **maritime**, devrait également se maintenir en baisse, en lien avec le repli des importations et des exportations au terme des huit premiers mois de l'année en cours. Quant au **transport routier**, il enregistrerait un repli de 2,3% sur la période sous revue, au regard de l'évolution de la consommation des carburants « super » et « gasoil », après un recul de 2,2% à fin juillet 2020.

Le secteur des télécommunications connaît une bonne dynamique à fin juillet 2020. Il tire profit d'une plus forte utilisation des services du fait des mesures de distanciation physique prises par le Gouvernement dans le cadre de la lutte contre la Covid-19 et de la vulgarisation du télétravail. Ainsi, le chiffre d'affaires global s'accroît de 24,5%, sous l'effet de l'accroissement de ceux de la téléphonie mobile (+7,6%), de l'internet fixe (+17,4%), de l'internet mobile (+42,5) et du mobile money (+22,7%).

Au niveau de la téléphonie mobile, le nombre d'abonnement et le trafic voix augmentent respectivement de 3,7% et 64,0%. L'internet fixe bénéficie également d'une progression du nombre d'abonnement de 19,4%.

Prix à la consommation

Les prix à la consommation (IHPC) enregistrent un accroissement de 2,7% au mois d'août 2020, en rythme annuel. Cette augmentation des prix est imputable à la hausse des prix de toutes les fonctions, principalement des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+4,6%), des « restaurants et hôtels » (+4,2%) et des services de « logement, eau, gaz et électricité » (+3,1%). Concernant les produits alimentaires, des tensions ont été enregistrées au niveau des prix des « tubercules et plantains » (+23,8%), des « fruits » (+12,1%), des « poissons » (+4,2%) ainsi que des « légumes frais » (+3,8%).

En moyenne sur les huit premiers mois de l'année 2020, l'indice des prix à la consommation augmente de 2,5%, impulsé notamment par les « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+4,7%), les transports (+1,9%), les « articles d'habillement et chaussures » (+1,9%) et les

services de « logement, eau, gaz et électricité » (+3,0%).

Emploi

Le marché de l'emploi formel a été caractérisé par la progression de 4,4% du nombre de salariés, par rapport au début d'année, pour s'établir à 1 090 481. Cette embellie sur le front de l'emploi est en lien avec la hausse des emplois dans le secteur public (+5,1%) et le secteur privé (+4,3%).

Dans le secteur privé formel, la situation de l'emploi se redresse en lien avec une progression de 34,5% des nouvelles immatriculations et réembauches sur les huit premiers mois de l'année 2020 tandis que les cessations d'activités restent quasiment stables (+0,7%). Cette quasi stabilité s'explique principalement par un repli de 77,4% des cessations d'activités en août 2020 comparé au mois de juillet 2020 (2 362 après 10 446 le mois précédent), en lien avec la réduction des mesures de restriction adoptées dans le cadre de la lutte contre la Covid-19 dans un contexte de reprise de l'activité économique.

Finances publiques

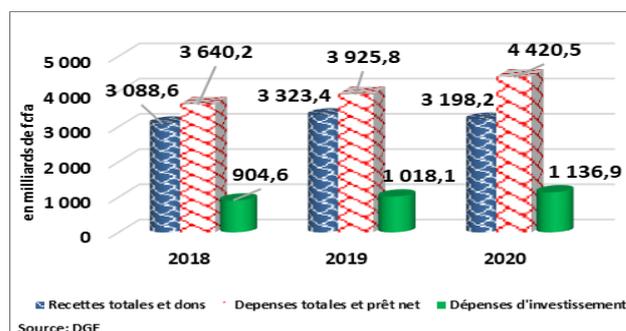
La situation des finances publiques à fin août 2020 est marquée par une baisse des recettes totales et dons de 3,8%, pour s'établir à 3 198,2 milliards. Cette contraction provient essentiellement des recettes fiscales (-78,4 milliards) et des recettes non fiscales (-21,7 milliards).

Les recettes fiscales sont affectées par le repli des recouvrements de l'impôt sur le Bénéfice Industriel et Commercial (BIC) pétrole et gaz (-22,8 milliards), de la TVA (-15,2 milliards) et des taxes d'exploitation pétrolière (-9,8 milliards). Concernant les

recettes non fiscales, elles enregistrent une diminution des cotisations de sécurité sociale (-3,9 milliards) ainsi que des autres recettes non fiscales (-17,8 milliards) qui ont été affectées par la baisse de la mobilisation de la redevance téléphonie cellulaire de 19,3 milliards.

Les dépenses totales et prêts nets, augmentent de 12,6% pour s'afficher à 4 420,5 milliards. Cet accroissement est imputable, essentiellement, aux dépenses de personnel (+88,9 milliards), aux subventions et autres transferts (+127,7 milliards), aux dépenses de fonctionnement (+84,7 milliards), aux dépenses d'investissement (+118,8 milliards) et aux dépenses de sécurité (+82,1 milliards).

Graphique 2 : Evolution des agrégats des finances publiques à fin août



Pour couvrir son déficit budgétaire de 1 222,3 milliards et payer les amortissements du capital de la dette publique qui s'élèvent à 1 778,8 milliards, la Côte d'Ivoire a sollicité le marché monétaire et financier à hauteur de 2 273,4 milliards et a bénéficié d'appuis budgétaires d'un montant total de 718,7 milliards. S'agissant des émissions sur le marché monétaire et financier, elles comprennent, entre autres, 158,3 milliards de bons du trésor, 1 405,0 milliards de bons de trésorerie, 495,5 milliards d'emprunts obligataires et 496,0 milliards d'obligations du trésor.

Echanges extérieurs

En août 2020, en glissement annuel, le commerce extérieur hors biens exceptionnels est marqué par une baisse des exportations en valeur de 6,9% et un accroissement des importations de 6,9%.

Ainsi, huit mois après le début de l'année 2020, les importations de biens en valeur enregistrent un repli de 2,8%, essentiellement dû à la chute des prix de 7,2%. Concernant les exportations, elles se replient de 5,6% sous l'effet conjugué de la baisse des volumes de 4,5% et de la baisse des prix de 1,1%.

Les exportations subissent le repli des ventes en valeur de **produits primaires** (-4,5%), de **produits transformés** (-5,4%) et de **produits miniers** (-9,1%). La baisse des exportations des produits tels que la noix de cajou (-12,0%), le coton masse (-50,1%), le pétrole brut (-55,2%) et les « produits pétroliers autres que le pétrole brut » (-26,6%) a largement dépassé la hausse des ventes de produits comme la fève de cacao (+0,3%), le caoutchouc naturel (+16,7%), le cacao transformé (+9,4%) et l'or brut (+34,8%).

Quant aux **importations** en valeur, elles pâtissent de la baisse des achats de **biens de consommation** (-5,1%) et des **biens intermédiaires** (-5,5%) principalement causée par la contraction des achats de riz (-25,8%), de « produits pétroliers autres que le pétrole brut » (-38,1%) et de « fer, fonte, acier et ouvrages en ces métaux » (-13,0%). En revanche, les importations de **biens d'équipement** progressent de 8,5% en lien avec la hausse des achats de machines électriques (+28,8%).

De ces évolutions, découle un excédent commercial hors biens exceptionnels de 569,5 milliards contre 727,4 milliards à la même période de l'année 2019 et une amélioration des termes de l'échange de 6,5%.

Situation monétaire et financière

La situation monétaire et financière est caractérisée, sur la période sous revue, par la bonne tenue du financement intérieur, le dynamisme du marché obligataire. Le marché boursier enregistre une progression des principaux indices boursiers au mois d'août, en glissement annuel.

Situation monétaire

La masse monétaire au sens large (M2) connaît une expansion de 18,2% (+1 756,9 milliards), sous l'effet de la hausse des créances sur l'économie de 7,5% (+520,5 milliards), des créances nettes sur l'Administration centrale de 15,6% (+447,4 milliards) et des actifs extérieurs nets de 57,7% (+960,7 milliards).

S'agissant des activités bancaires au mois d'août 2020, le montant global des nouvelles mises en place de crédits ordinaires recule de 3,3% (-11,0 milliards) en glissement annuel. Par ailleurs, la durée moyenne des crédits diminue de 10,8 mois (19,0 mois en août 2020, contre 29,8 mois en août 2019).

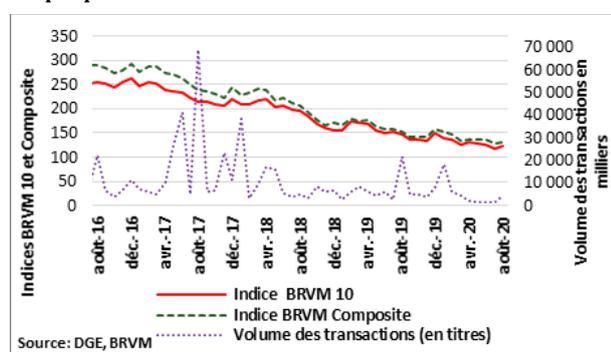
En cumul sur les huit premiers mois de l'année 2020, les crédits ordinaires ressortent en hausse de 240,9 milliards (+7,6%). Cette évolution est principalement attribuable aux crédits destinés aux particuliers (+251,9 milliards) et aux « autres sociétés » (+92,7 milliards), alors que les crédits accordés aux « entreprises individuelles » (-205,6 milliards) se

contractent. De même, les escomptes d'effets de commerce augmentent de 19,7 milliards (+2,9%) pendant que les dépôts régressent de 54,4 milliards (-4,0%).

Marché boursier

La place boursière de l'UEMOA est marquée au mois d'août 2020 par des hausses des indices BRVM 10 et BRVM composite respectivement de 3,2% et 1,5% en variation mensuelle.

Graphique 3 : Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



Cependant, en moyenne sur les huit premiers mois de l'année 2020, les indices BRVM 10 et BRVM composite se contractent respectivement de 19,4% et de 17,2% en glissement annuel. Ce recul est induit par les contreperformances enregistrées au niveau de la plupart des branches, notamment l'« Agriculture » (-32,0%), l'« Industrie » (-26,4%) et le « Service public » (-23,5%).

Concernant la capitalisation boursière, elle s'affiche en augmentation de 12,5%, sous l'effet combiné de l'accroissement de celle du marché des obligations de 44,7% et du retrait de celle du marché des actions de 13,9%.

Par ailleurs, le volume et la valeur transigés augmentent respectivement de 30,8% et de 11,1% comparé à la période correspondante de l'année précédente.

En conclusion, l'activité économique reste affectée par la pandémie de la Covid-19 en dépit de la reprise liée à la levée du confinement du Grand Abidjan. Le secteur primaire enregistre une évolution contrastée et est confronté au recul des cours de certaines matières premières, tandis que l'activité industrielle et le secteur tertiaire se contractent.

Tableau de bord

	Janv.-20	Févr.-20	Mars-20	Avril-20	Mai-20	Juin-20	Juil-20	Août-20	Variations en glissement (Cumul de la période)
INTERNATIONAL									
Cours du Pétrole brut	7,1%	-13,0%	-51,7%	-74,0%	-58,7%	-37,3%	-32,2%	-24,1%	-36,9%
Cours du Cacao	15,0%	20,4%	6,3%	-2,6%	0,0%	-7,4%	-13,0%	7,0%	2,9%
Cours de l'euro par rapport au dollar	-2,8%	-3,9%	-2,1%	-3,3%	-2,5%	-0,3%	5,4%	6,3%	-0,8%
ACTIVITE NATIONALE									
Primaire									
Agriculture d'exportation									
Cacao	nd	nd	-7,1%	nd	nd	-19,5%	nd	nd	nc
Café	nd	nd	-2,8%	nd	nd	-57,2%	nd	nd	nc
Coton graine	7,0%	12,1%	-7,7%	8,6%	-55,1%	nc	nc	nc	nc
Noix de cajou	0,0%	0,0%	-5,7%	-11,5%	118,2%	-28,4%	38,8%	94,1%	17,0%
Secondaire									
IHPI global	3,6%	7,6%	-0,6%	-9,0%	-9,3%	-0,6%	-5,9%	nd	nc
IHPI hors extraction	3,6%	7,5%	-0,6%	-9,0%	-9,2%	-0,5%	-2,9%	nd	nc
<i>Industrie manufacturière</i>	1,3%	6,1%	-0,7%	-7,7%	-8,8%	0,9%	-3,6%	nd	nc
<i>Electricité, gaz</i>	2,9%	10,2%	3,6%	0,6%	4,1%	3,7%	3,6%	nd	nc
BTP	14,7%	12,8%	24,1%	-13,1%	-4,4%	-0,3%	-1,3%	nd	nc
Production d'électricité	3,1%	11,6%	3,9%	1,8%	5,6%	5,2%	3,6%	nd	nc
Production de produits pétroliers	-5,4%	-8,2%	-4,0%	-27,1%	21,2%	-21,6%	-16,3%	-23,9%	-12,1%
Pétrole brut	-19,8%	-20,6%	-34,6%	-28,2%	-21,4%	-23,1%	-22,0%	-18,1%	-23,5%
Gaz naturel	1,8%	7,3%	0,4%	1,1%	7,7%	1,2%	-4,8%	8,1%	2,7%
Tertiaire									
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA)	1,7%	3,3%	3,6%	-13,3%	-19,7%	-4,7%	-5,2%	-2,0%	-4,8%
Trafic global maritime	-25,1%	16,0%	-5,7%	-30,2%	3,1%	-4,4%	nd	nd	nc
Total voyageurs aérien	-1,0%	5,3%	-45,8%	-99,2%	-98,5%	-97,7%	-83,7%	-67,2%	-62,8%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	1,3%	-6,6%	-19,4%	-6,3%	0,3%	-25,8%	-31,3%	-10,9%	-12,6%
Echanges extérieurs¹									
Exportation en volume	-11,4%	-5,7%	-25,6%	13,3%	-15,4%	17,2%	-9,1%	5,5%	-6,9%
Importation en volume	4,6%	0,8%	1,4%	-16,9%	-4,0%	33,2%	0,2%	20,0%	2,5%
Exportation en valeur	20,6%	0,4%	-8,1%	-13,5%	-20,2%	-5,7%	-7,6%	-6,9%	-5,6%
Importation en valeur	-6,9%	-6,5%	-4,3%	-2,8%	-7,1%	4,1%	-4,1%	6,9%	-2,8%
Solde commercial ²	241,4	201,6	204,2	-28,1	-1,2	146,4	-141,4	-53,1	569,47
Financement									
Masse Monétaire (M2)	11,6%	10,9%	11,4%	11,7%	14,8%	15,6%	17,2%	18,2%	18,2%
Actifs Extérieurs Nets	40,7%	36,5%	31,2%	53,2%	43,2%	62,2%	41,7%	57,7%	57,7%
Créances intérieures	6,3%	4,9%	8,3%	6,8%	10,7%	7,7%	7,5%	9,9%	9,9%
Créances nettes sur l'AC	17,2%	21,6%	20,7%	17,5%	19,8%	15,2%	4,0%	15,6%	15,6%
Créances sur l'économie	2,7%	-0,8%	4,0%	3,1%	7,4%	4,8%	8,9%	7,5%	7,5%
BRVM composite	-8,3%	-18,5%	-23,2%	-22,6%	-17,1%	-14,0%	-18,2%	-14,7%	-17,2%
Finances publiques									
Recettes totales & Dons	10,9%	4,0%	1,0%	-18,6%	-15,7%	-18,3%	5,9%	14,4%	-3,8%
Dépenses totales & Prêts nets	-0,5%	-22,1%	25,7%	-10,8%	27,8%	29,0%	0,1%	5,61%	12,6%
Investissement public	-30,9%	-39,9%	11,4%	-65,2%	98,3%	90,7%	-13,7%	139,1%	11,7%
Solde budgétaire global (niveau en milliards)	136,98	-24,84	-248,76	-83,65	-208,03	-395,03	-170,47	-228,5	-1222,3
Prix à la consommation									
Indice harmonisé des prix à la consommation	2,0%	2,6%	2,4%	2,3%	2,3%	2,8%	2,7%	2,7%	2,5%
Indice des biens alimentaires	3,8%	5,4%	5,7%	5,6%	3,6%	4,8%	4,4%	4,6%	4,7%
IHPC hors biens alimentaires	1,2%	1,4%	1,1%	0,9%	1,7%	2,0%	2,0%	2,0%	1,5%
Emploi									
Salariés secteur formel	2,9%	2,5%	3,0%	1,2%	1,7%	2,8%	2,5%	4,9%	4,9%
Salariés secteur formel privé	2,4%	2,0%	0,5%	0,3%	0,9%	2,4%	1,7%	4,6%	4,6%

Direction Générale de l'Economie
Direction des Prévisions, des Politiques
et des Statistiques Economiques (DPPSE)
Tel: (+225)20200958 - 04 BP 650 Abidjan 04

Pour en savoir plus :
Sous-Direction de la Conjoncture
Email : sd.c.dppse@dge.gouv.ci
Tel : +(225)20200924/20200925

¹ Hors biens exceptionnels
² En milliards de FCFA